

d'envisager sérieusement une nouvelle réorientation de l'aide. La réduction des émissions de gaz à effet de serre dans les pays industrialisés pourrait en effet être plus qu'annulée par l'augmentation des émissions de ces mêmes gaz dans les pays en développement. Voilà qui nuit à la poursuite de l'objectif de freiner le changement climatique. La prise de conscience du rapport existant entre le stress environnemental et la sécurité nationale pourrait et devrait provoquer une montée d'adrénaline dans les pays donateurs affichant une certaine « lassitude » en matière d'aide. Les contribuables des pays industrialisés se disent plus favorables à l'aide au développement quand ils voient un rapport entre cette aide et leur propre intérêt ou bien-être personnel⁵².

Il convient également de modifier la composition de l'aide à l'étranger. Le pays qui n'est pas en mesure d'augmenter son budget d'aide devrait peut-être procéder à une réaffectation des fonds existants en prenant en considération les préoccupations générales de sécurité nationale. En particulier, il pourrait être justifié de mettre l'accent sur les programmes d'activités en matière de population malgré le caractère extrêmement délicat de la question sur le plan politique. On a calculé que seulement 1,4 % de toute l'aide est consacrée aux activités de planification de la population mondiale⁵³. S'il ne peut être clairement établi que l'aide vise un objectif dont profitera le pays donateur, ou favorisera dans le pays bénéficiaire un changement d'orientation souhaitable à l'échelle mondiale, le scepticisme qu'inspire au public l'aide aux pays en développement pourrait demeurer élevé.

Mais la coopération internationale ne se ramène pas à l'application de la technique du bâton et de la carotte par les pays industrialisés. Les problèmes liés au stress environnemental n'intéressent tout simplement pas les pays en développement, où ce stress se fait probablement sentir avec le plus d'acuité à l'heure actuelle. Il faut aussi admettre que les gouvernements des pays industrialisés devront encourager leurs citoyens à modifier leur mode de vie. Le problème est double. Premièrement, avec leurs taux élevés de consommation par habitant, les pays industrialisés contribuent à la dégradation de l'environnement. À long terme, ils ne sont pas à l'abri d'éventuelles pressions démographiques ni d'un manque général de ressources. Deuxièmement, la dégradation environnementale attribuable aux pays industrialisés,

⁵²Abstraction faite de l'éventuelle contribution du stress environnemental aux conflits violents, l'aide inspirée par des motifs environnementaux s'insère bien dans la définition de la sécurité nationale dans son sens large. Par exemple, afin de réduire les émissions de soufre provenant de la combustion de charbon à haute teneur en soufre, le Japon a financé l'achat de plusieurs tours de lavage en République populaire de Chine afin de se protéger des nuages de pollution qui se déplacent d'ouest en est. Richard N. Cooper, Environment and Resource Policies for the World Economy, The Brookings Institution, Washington, D.C., 1994, p. 38.

⁵³Cité dans James C. Clad, "Slowing the Wave", Foreign Policy, n° 95, été 1994, p. 147.